

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/LCA/5  
29 septembre 2008

(08-4572)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

## RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION<sup>1</sup>

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur  
les procédures de licences d'importation

SAINTE-LUCIE

La notification ci-après, datée du 1<sup>er</sup> juillet 2008, a été reçue du Ministère du commerce, de l'industrie, de la consommation et de l'investissement de Sainte-Lucie.

### Description succincte des régimes

1. Le régime de licences d'importation est régi par la Loi n° 5 de 1968 sur le commerce extérieur et par la Loi douanière n° 23 de 1990 (contrôle et gestion). Les listes des produits soumis à licence figurent dans l'Ordonnance SI n° 31 de 1996 et dans la liste des marchandises soumises à restrictions annexée à la Loi douanière (contrôle et gestion). Le régime de licences est géré par le Ministère du commerce.

### Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir les listes annexées à l'Ordonnance n° 31 de 1996 sur le commerce extérieur (importations faisant l'objet de restrictions).

3. Le régime s'applique aux marchandises en provenance d'un pays ne faisant pas partie de l'OECO et/ou de la CARICOM (deuxième liste), aux marchandises en provenance d'un pays de l'OECO ou de la CARICOM (troisième liste) et aux marchandises en provenance d'un pays qui n'est pas membre de l'OECO (quatrième liste).

4. Le régime de licences d'importation de Sainte-Lucie a été adopté pour réglementer et contrôler les importations plus facilement ainsi que pour les fins suivantes:

- sécurité nationale;
- santé publique;
- sécurité publique;
- santé vétérinaire;
- moralité.

---

<sup>1</sup> Voir le document G/LIC/3, annexe, pour le questionnaire.

5. Les textes législatifs qui régissent le régime de licences d'importation de Sainte-Lucie sont la Loi sur le commerce extérieur et l'Ordonnance sur le commerce extérieur (importations faisant l'objet de restrictions). Puisque les différents produits et marchandises sont classés dans les listes annexées à l'Ordonnance, il n'est pas nécessaire de laisser à l'administration la faculté de choisir ceux à soumettre au régime de licences. Cependant, pour les marchandises comme les substances réglementées, les armes à feu et les munitions, dont l'importation est soumise à licence non automatique, la décision peut être laissée à la discrétion de l'administration. Une liste de tous les produits qui doivent être accompagnés d'une licence d'importation peut être obtenue auprès des douanes de sa Majesté ou du Ministère du commerce. Les textes législatifs pertinents ont été publiés au Journal officiel, tel qu'exigé par la loi.

### **Modalités d'application**

6. Pour les produits soumis à restrictions:

I. Des renseignements au sujet des contingents et autres formalités connexes sont publiés de temps à autre par le Ministère du commerce dans les journaux locaux et au Journal officiel.

II. Les contingents (le cas échéant) sont fixés annuellement.

III. Les licences sont attribuées sur une base non discriminatoire, selon le principe que le premier venu est le premier servi.

IV. Les licences d'importation sont généralement valables un mois à compter de la date de leur délivrance et doivent être utilisées dans leur intégralité. Aucune partie ne peut être transférée pour d'autres expéditions.

V. Les demandes sont généralement examinées dans un délai de 48 heures.

VI. Les demandes sont habituellement présentées dans les 24 heures précédant l'arrivée des marchandises, mais on a observé à plusieurs reprises que les demandes étaient présentées avant le dédouanement.

VII. Toutes les demandes de licences commerciales visées par la Loi sur le commerce extérieur sont examinées par le Ministère du commerce. Toutefois, les demandes relatives aux plantes et aux animaux sont examinées par le Ministère de l'agriculture; celles relatives aux armes et munitions par le Ministère de la sécurité nationale (Commissaire de police); et celles concernant les médicaments et la santé publique par le Ministère de la santé.

VIII. Les licences sont attribuées d'après l'ordre chronologique de dépôt des demandes. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception.

IX. Il n'y a pas de contingents bilatéraux ni d'arrangements de limitation des exportations. Des permis d'exportation sont exigés du pays d'origine pour l'importation de plantes et d'animaux à Sainte-Lucie.

X. Les importateurs sont priés de faire connaître les exigences nationales aux exportateurs.

XI. La délivrance des licences n'est pas subordonnée à la condition que la marchandise soit exportée et non pas vendue sur le marché intérieur.

7. a) Les importateurs sont priés de présenter les demandes avant l'arrivée des marchandises. Ces demandes sont dans la plupart des cas examinées dans les

48 heures suivant leur réception par le Ministère du commerce, de l'investissement et de la consommation. Des licences peuvent être obtenues dans un délai plus court lorsque des marchandises se trouvent déjà sur les docks.

- b) Dans certaines circonstances particulières, une licence peut être accordée sur demande.
- c) La période de l'année pendant laquelle les demandes de licences peuvent être déposées et/ou l'importation peut être effectuée n'est pas limitée.
- d) Les demandes de licences visées par la Loi sur le commerce extérieur sont examinées par le Ministère du commerce. Toutefois, dans le cas de marchandises comme la viande et les produits carnés ainsi que les plantes et les produits du règne végétal, les demandes sont examinées par le Ministère de l'agriculture; et pour les armes et munitions, les véhicules automobiles et les fournitures médicales, par le Ministère de la sécurité nationale (Commissaire de police), par le Ministère des transports et par le Ministère de la santé, respectivement. Dans tous les cas qui précèdent, un importateur devra s'adresser à au moins deux organismes gouvernementaux avant d'obtenir un dédouanement.

8. Toutes les demandes sont automatiquement approuvées, sauf quand elles ne sont pas conformes aux critères ordinaires. La raison du rejet est communiquée à l'intéressé. Les requérants ont le droit d'interjeter appel auprès du Secrétaire permanent ou directement auprès du Ministre du commerce, de l'investissement et de la consommation. Les requérants peuvent se faire représenter par l'intermédiaire de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Sainte-Lucie; de l'Association des entreprises industrielles et petites entreprises de Sainte-Lucie ou de l'Association des fabricants de Sainte-Lucie. Ils peuvent également tenter d'obtenir réparation auprès des tribunaux civils.

#### **Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence**

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence.

#### **Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence**

10. Une copie de la facture commerciale ou de la facture pro forma doit accompagner chaque demande.

11. Un certificat d'origine est exigé dans le cas des marchandises originaires de la CARICOM.

12. Aucun droit de licence ni redevance administrative n'est perçu.

13. La délivrance de la licence n'est pas assortie du versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable.

#### **Conditions attachées à la délivrance des licences**

14. Une licence est valable un mois à compter de la date de sa délivrance. Cette période de validité peut être prolongée pour faciliter la livraison des marchandises, le cas échéant.

15. Il n'y a pas de sanction en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. La délivrance d'une licence n'est pas subordonnée à des conditions.

**Autres formalités**

18. Les importations ne sont pas assujetties à d'autres formalités administratives préalables, en dehors de celle de la licence.

19. Les devises sont automatiquement remises par les autorités bancaires pour les marchandises à importer.

---